



# OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 63 – 17 FEVRIER 2017

## SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
  - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
  - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
  - INDUSTRIE
  - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**UEMOA :**  
HAUSSE DE 21,8 %  
DE LA VALEUR DES  
TRANSACTIONS SUR  
LA BOURSE  
REGIONALE

**AFRIQUE DU SUD : LE  
JOHANNESBURG STOCK  
EXCHANGE, 17EME  
CAPITALISATION  
MONDIALE ET 1ER  
MARCHÉ BOURSIER  
D'AFRIQUE**

**SOMALIE :  
ADOPTION DE LA  
REVUE D'ARTICLE IV ET  
DU SMP PAR LE FMI**

**NIGER : LE FONDS  
MONDIAL DE LUTTE  
CONTRE LE SIDA, LE  
PALUDISME ET LA  
TUBERCULOSE INVESTIT  
PLUS DE 50 MDS  
FCFA**

**NIGERIA : L'AFD  
ACCORDE UNE  
GARANTIE DE  
PORTEFEUILLE A  
ACCESS BANK**

**ANGOLA : DEBUT DE  
L'EXTRACTION DU  
PETROLE ET DU GAZ  
DANS LE BLOC 15/06**

**AFRIQUE DU SUD :  
INVESTISSEMENT DE  
WENDEL**

**CONGO-BRAZZAVILLE :  
LES TRAVAUX DU 2EME  
TRONÇON DE LA  
CORNICHE  
S'ACHEVERONT EN  
FEVRIER 2018**

**OUGANDA : RACHAT  
DE LA CRANE BANK  
PAR LA DFCU**



MINISTÈRE  
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
ET DU DÉVELOPPEMENT  
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

## ACTUALITE REGIONALE

---

### ▼ UEMOA : hausse de 21,8 % de la valeur des transactions sur la bourse régionale

La Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) de l'UEMOA a terminé l'année 2016 avec une capitalisation boursière de 11,7 Mds EUR (+2,75 % par rapport à 2015) pour le marché actions et de 3,8 Mds EUR pour le marché obligataire (+59 %). Le nombre de transactions a progressé de 28 %, pour un volume de 194,8 millions de titres échangés. La valeur des transactions a atteint 624 Mds EUR, soit une hausse de 21,8 %. La BRVM a enregistré quatre nouvelles introductions en 2016, portant le nombre de sociétés cotées à 43. Cinq obligations islamiques (*sukuk*) y ont également été admises. Malgré ces évolutions, l'année 2016 a été marquée par le recul de 3,9 % du principal indice du marché (BRVM-composite).

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ghana – Côte d'Ivoire : reprise des auditions sur le différend frontalier

L'arbitrage du Tribunal international du droit de la mer a repris le 6 février, avec les auditions des deux pays concernant leur frontière maritime commune avec à la clé les réserves pétrolières. Cette zone, revendiquée par le Ghana, renfermerait des réserves estimées entre 200 M et 1,2 Mds de barils. A l'appui de sa demande, le Ghana avance la reconnaissance des frontières il y a cinquante ans et le principe de l'équidistance. Cet arbitrage international a été initié en septembre 2014 par le Ghana après 10 échecs de négociations bilatérales avec la Côte d'Ivoire.

✉ [caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr](mailto:caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Une taxe de 0,2 % sur les importations extra-africaines pour financer l'Union africaine

Plusieurs Etats est-africains vont mettre en place une taxe de 0,2 % sur les biens importés afin de remplir leur obligation de participation au budget de l'Union africaine. L'introduction de cette taxe avait été proposée lors du sommet de Kigali de juillet 2016, et ce afin d'assurer que les Etats respectent leur engagement financier et réduire la part (pour l'heure majoritaire) des dons des bailleurs dans le budget de l'organisation. Un projet de loi instaurant cette taxe va être présenté au parlement rwandais, alors que les gouvernements kényans et éthiopiens ont déjà manifesté leur volonté de mettre en place cette taxe.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ CEMAC : vers une réforme de l'administration douanière

Les agents douaniers des pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) ont tenu, du 14 au 17 février à Brazzaville, un séminaire sur la poursuite des réformes de l'administration douanière visant à moderniser et harmoniser l'administration douanière au sein de la zone. Le séminaire s'articule autour de trois axes : renforcer les statistiques sur le commerce extérieur ; opérer une lutte contre la fraude et le trafic de stupéfiants qui minent les économies nationales et affectent la santé publique ; et mener des réformes qui s'appuient sur les meilleures pratiques du management grâce à des contrôles modernisés et un système d'information capable d'assurer la traçabilité et la sécurisation des recettes douanières.

✉ [marguerite.carrez@dgtresor.gouv.fr](mailto:marguerite.carrez@dgtresor.gouv.fr)

## CONJONCTURE

### ▼ Afrique du Sud - SONA 2017 : confirmation d'une reprise de l'activité mais la question de la soutenabilité des finances publiques n'a pas été évoquée

A l'occasion du discours 2017 sur l'état de la Nation, le Président Jacob Zuma a confirmé la reprise de la croissance économique, de 0,5 % en 2016 à 1,3 % cette année (prévisions supérieures à celles de janvier de la Banque centrale, respectivement 0,4 % et 1,1 %). Bien qu'il s'agisse d'un paramètre déterminant pour le maintien de la notation souveraine en catégorie investissement, la question de la soutenabilité des finances publiques n'a pas été évoquée et est donc renvoyée *de facto* à la présentation du Budget 2017/18 du 22 février.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Afrique du Sud : vers la mise en place d'un salaire minimum mensuel de 3500 ZAR d'ici mai 2018

Cette semaine, des accords sur le renforcement de la stabilité du travail, la négociation collective et sur les modalités d'instauration d'un salaire minimum ont été signés par le gouvernement, des entreprises et deux des trois fédérations syndicales (hors Cosatu) représentées au *National Economic Development and Labour Council (Nedlac)*. Le salaire minimum national, qui devrait être introduit au plus tard en mai 2018, est fixé à 20 ZAR par heure soit 3 500 ZAR par mois (240 EUR).

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Afrique du Sud : le *Johannesburg Stock Exchange*, 17<sup>ème</sup> capitalisation mondiale et 1<sup>er</sup> marché boursier d'Afrique

Le *Johannesburg Stock Exchange* est aujourd'hui la 17<sup>ème</sup> capitalisation mondiale et le 1<sup>er</sup> marché boursier d'Afrique, avec l'un des meilleurs systèmes de régulation au monde. Cette bourse s'internationalise de plus en plus : 73 entreprises étrangères sont cotées, représentant désormais 19 % du total contre 8 % en 2006, alors que le nombre d'entreprises sud-africaines cotées stagne. Le marché obligataire est en fort développement que ce soit pour les obligations d'entreprises sud-africaines privées, celles des entreprises étrangères et des grandes municipalités. En 2016, le marché des actions a été globalement peu performant tandis que le marché obligataire a été très dynamique.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Angola : conclusions de l'Article IV

Le FMI a maintenu l'estimation de croissance à 0 % pour l'année 2016 : les contraintes ont été nombreuses aux plans externe (atonie de la demande, faiblesse des cours des matières premières, sécheresse) mais aussi domestique (dégradation du climat des affaires, montée du risque politique). En 2016, le PIB aurait atteint 96,2 Mds USD. La prévision de croissance pour 2017 demeure pratiquement inchangée (elle passe de 1,1 % à 1,3 %). Le déficit public progresse passant de 4,1 % du PIB estimé pour 2016 à 6,7 %. En revanche le FMI prévoit une baisse de l'endettement public. Celui-ci passerait de 71,6 % du PIB estimé en 2016 à 62,8 % prévu en 2017. Le déficit courant (attendu à -4,1 % du PIB en 2016) se creuserait à 6,7 % du PIB en 2017.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Botswana : rebond de la croissance en 2017 mais creusement du déficit budgétaire

A l'occasion de la présentation du Budget 2017/18, le ministre des Finances a confirmé le rebond attendu de l'activité avec un taux de croissance attendu à 4,2 % en 2017 après 2,9 % en 2016 (globalement en ligne avec les prévisions de janvier de la Banque mondiale : 3,1 % en 2016 et 4 % en 2017). Toutefois, ces prévisions restent encore bien inférieures aux performances passées (6,4 % en moyenne en 2010/14) et sont dépendantes de l'évolution du cours des matières premières et de la demande mondiale, notamment en diamants. En dépit de la reprise de l'activité, le déficit budgétaire est attendu en hausse, de 0,7 % du PIB en 2016/17 à 1,4 % en 2017/18.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Zimbabwe : nouvelle émission de *bond notes* de 15 M USD, portant le montant total émis à 87,9 M USD

La Banque centrale aurait procédé à une nouvelle émission de billets d'obligations (*bond notes*) pour un montant de 15 M USD en coupures représentant 5 USD, portant le montant total émis à 87,9 M USD (représentant 77,8 % de la valeur totale du régime d'incitation à l'exportation). Pour rappel, si ces émissions sont réalisées dans l'optique de lutter contre la pénurie de devises qui pénalise l'ensemble de l'économie, elles ravivent les craintes d'un retour à une période d'hyperinflation.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Côte d'Ivoire : le pays reste le 1<sup>er</sup> partenaire commercial de la France en Zone franc

En 2016, les échanges commerciaux entre la France et la Côte d'Ivoire sont restés globalement stables par rapport à 2015. Pour la première fois depuis 2011, les exportations françaises vers la Côte d'Ivoire ont baissé en rythme annuel (-3 %, 1073 M EUR), pénalisées notamment par le recul des ventes de blé (-8,4 %). Les importations depuis la Côte d'Ivoire ont poursuivi leur croissance, mais à un rythme très modéré (+2 % contre 22 % en 2015). Les échanges restent favorables à la France, avec un excédent de 286 M EUR. En Afrique sub-saharienne, la Côte d'Ivoire est le 3<sup>ème</sup> marché français après l'Afrique du Sud et le Nigéria. Le pays est le 1<sup>er</sup> client et le 1<sup>er</sup> fournisseur de la France en Zone franc.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Ghana : classé comme pays à risque de défaut de sa dette par Bloomberg

La dernière livraison des résultats du modèle de Bloomberg sur les risques souverains des pays émetteurs d'Eurobond fait apparaître le Ghana comme exposé à un risque de défaut. Les incertitudes qui planent sur le déficit public dont le ministre des Finances a annoncé qu'il atteindrait deux chiffres compte-tenu de la découverte récente de dépenses non-comptabilisées d'un montant de 1,6 Mds USD imputables à l'ancien gouvernement, ainsi que l'augmentation des ratios d'endettement et la tendance à l'affaiblissement du Cedi depuis le mois de décembre (-10 %) renchérissant mécaniquement le coût de la dette externe (60 % de l'endettement total), constituent autant d'incertitudes expliquant le résultat de ce modèle.

✉ gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : analyse du risque macro-économique, mission en cours de l'AFD**

Du 13 au 17 février 2017, une mission de l'AFD Paris s'est rendue au Nigéria afin d'effectuer une revue des risques macro-économiques / risques pays, visant à faire l'état de la situation deux ans après la dernière mission de ce type. Depuis, la dévaluation du naira, la baisse des cours et de la production du pétrole, mais aussi l'amélioration de la situation dans le nord ont changé le paysage nigérian. L'Agence AFD d'Abuja pourra s'appuyer les résultats de cette mission pour réviser son cadre d'intervention stratégique 2018-2022, actuellement en préparation.

✉ pierrelh@afd.fr

▼ **Kenya : probable hausse de la masse salariale publique en juillet 2017**

Suite à une revue de la *Salaries and Remuneration Commission*, le gouvernement kényan a annoncé une redéfinition de la grille salariale de la fonction publique, qui devrait conduire à une hausse du budget alloué aux salaires des fonctionnaires de l'Etat et des comtés de 100 Mds KES (soit 965,1 M USD), effective dès juillet 2017. Si ce projet de loi est approuvé par le Parlement, il remet fortement en cause les engagements des autorités auprès du FMI. En effet, le budget alloué aux salaires des fonctionnaires de l'Etat en 2016/17 était de 344,8 Mds KES (soit 4,6 % du PIB), et une hausse de la dépense salariale rend difficilement atteignable l'objectif de réduction du déficit public à 3,7 % du PIB en 2018/19.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : nette hausse des réserves de change en 2016**

Les réserves en devises de la Banque centrale de Madagascar ont atteint 1,1 Md USD en 2016, l'équivalent de 3,9 mois d'importations, soit une hausse de 40 % par rapport à 2015. Ces réserves ont été reconstituées grâce à l'afflux de devises apporté par les groupes agroindustriels pour former les premiers stocks de vanille pendant la campagne 2016 (estimé à 200 M USD), ainsi qu'à l'application d'une mesure transitoire instaurée par un arrêté ministériel du 20 juin 2016, qui contraint les exportateurs à changer en Ariary 70 % de leurs recettes en devises dans les trente jours après leur rapatriement. Pour rappel, les exportateurs sont légalement tenus de rapatrier leurs recettes en devises dans les trois mois suivants la date d'embarquement.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gabon : baisse du commerce extérieur**

Selon la Direction générale de l'Economie et de la Politique fiscale, les échanges commerciaux du Gabon ont enregistré au cours des 9 premiers mois de l'année 2016 une baisse de 29 % par rapport à la même période en 2015. La balance commerciale du pays, toujours excédentaire, a fortement baissé (-55 %) pour atteindre 491,5 Mds FCFA contre 1094 Mds en 2015. Les exportations ont diminué de manière significative (-35 %) entraînées par le recul des ventes de pétrole (-40 %). Les importations, en baisse de 18 %, ont chuté également du fait notamment de la demande moindre en biens d'équipement (-46 %).

✉ naomie.ntumba@dgtresor.gouv.fr

## ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

---

### ▼ **Mauritanie : application de la nouvelle loi sur la pêche artisanale**

La Mauritanie se montre déterminée à faire respecter ses lois relatives à l'exploitation de la pêche artisanale, secteur non négligeable de son économie. Ce dernier représente en effet environ 30 % des recettes du budget de l'Etat et environ 30 000 emplois. Le nouveau cadre juridique régissant la main d'œuvre locale et étrangère est entré en vigueur le 25 janvier 2017 interdisant notamment le recours à la main d'œuvre étrangère y compris embarquée sur des pirogues mauritaniennes. Dans ce cadre, plusieurs pirogues appartenant à des étrangers (notamment des Sénégalais) et leurs équipages ont récemment été arraisonnés.

✉ [mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr](mailto:mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Maurice : le gouvernement pourrait confier la distribution de l'eau potable à un opérateur privé**

Le gouvernement a laissé entendre qu'il pourrait faire appel à un opérateur privé pour assurer la gestion du système de distribution de l'eau potable à Maurice. Cette annonce fait suite à une étude menée par des experts de la Banque mondiale en 2015 qui recommandait la mise en place d'un partenariat public-privé. Ce projet risque toutefois de se heurter à une forte opposition d'une partie de la société civile. L'organisme public CWA (*Central Water Authority*), qui compte près de 350 000 abonnés, a en programmation des travaux (dont des réservoirs, des stations de pompage, des unités de traitement d'eau et des réseaux de distribution) pour un montant de l'ordre de 75 M EUR.

✉ [jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Comores : ouverture du second dialogue politique avec l'UE**

La deuxième session du dialogue politique entre l'Union européenne et l'Union des Comores s'est tenue le 9 février 2017 à Moroni. Les discussions ont permis d'engager des échanges sur le processus électoral, la justice, la lutte contre la corruption, les droits de l'homme, la décentralisation et les réformes de l'Etat. L'UE a encouragé le gouvernement comorien à ratifier la Convention contre la torture, à abolir la peine de mort et à mettre en œuvre les recommandations du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU. L'UE s'est engagée à soutenir l'Union des Comores dans l'ensemble de ces domaines, sur la base d'un « partenariat franc et constructif ».

✉ [dalseccol@afd.fr](mailto:dalseccol@afd.fr)

### ▼ **Kenya : l'incertitude juridique sur le foncier, frein au développement**

D'après une étude de la Banque mondiale sur les villes africaines, l'incertitude entourant les titres fonciers réduit fortement les capacités d'exploitation des terrains à Nairobi. Ainsi, la plupart des terrains du quartier de Kibera, hébergeant 600 000 habitants sur 4 km<sup>2</sup> et réputé être un des plus grands bidonvilles d'Afrique, sont détenus par l'Etat, mais exploités par des propriétaires privés n'effectuant aucun travail d'aménagement. L'incertitude juridique sur le foncier au Kenya est un frein important au développement des territoires. D'après les calculs de la Banque mondiale, le développement de Kibera au niveau de la moyenne des autres zones de Nairobi représenterait un gain de valeur foncière d'1 Md USD.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ouganda : le développement du secteur bancaire, un impératif selon la Banque mondiale

La Banque mondiale invite le gouvernement dans son dernier rapport sur l'Ouganda à permettre la création de nouvelles banques commerciales. A ce jour, 25 banques sont présentes, dont quatre concentrent 60 % du marché : *Stanbic* (19 %), *DFCU* (17 %), *Standard Charter* (14 %) et *Centenary Bank* (8,8 %). Cette concentration s'est accentuée depuis le rachat par *DFCU* des actifs de la *Crane Bank*. La création de nouvelles banques permettraient de stimuler la concurrence, favoriser l'épargne et la croissance économique et stimuler les investissements (notamment étrangers). En outre, elle favoriserait une baisse des taux d'intérêts, qui sont en moyenne depuis 2011 20 % plus élevés que dans les autres pays de la région.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Tanzanie : les bureaux de change sous surveillance rigoureuse

Le ministère des Finances et de la Planification a annoncé le renforcement de la mission de surveillance des transactions des bureaux de changes de la Banque de Tanzanie (BoT) et de l'Autorité des revenus (*TRA*). Les autorités nationales prennent acte de la vague de blanchiment d'argent en shillings, dollars américains et autres monnaies, et souhaitent ainsi répondre à la demande des députés d'imposer un nouveau mécanisme pour lutter contre le blanchiment d'argent. En décembre 2016, les réserves en devises de la Tanzanie s'élevaient à 4 Mds USD, couvrant plus de 4 mois d'importations.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Tanzanie : plafonnement de la prise de participation étrangère dans la presse écrite

Le gouvernement a publié une nouvelle réglementation, le *Media Services Regulations (MSR)*, limitant à 49 % du capital la prise de participation étrangère dans les organismes de presse écrite. Le MSR donne par ailleurs plus de pouvoirs au directeur départemental des services d'information (ISD), qui sera désormais chargé au nom du gouvernement de l'enregistrement et de la publicité pour les nouveaux titres de la presse écrite. Les droits de licence ont été fixés à 450 USD et leur renouvellement annuel à 450 USD.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Somalie : adoption de la revue d'article IV et du SMP par le FMI

Le 3 février, le conseil d'administration du FMI a approuvé les revues d'article IV et celle du *Standard Monitored-Program*. Ce programme, consistant en un suivi des réformes macroéconomiques, a débuté en mars 2016 et est considéré comme historique car il marque le rétablissement de la coopération entre le Fonds et les autorités fédérales somaliennes. Malgré un contexte sécuritaire dégradé, la croissance s'est maintenue à 3,4 % en 2015, soutenue par les flux extérieurs importants (soutien des bailleurs, IDE, transferts de la diaspora). Le gouvernement fédéral somalien met progressivement en place de nombreuses réformes visant à accroître les recettes domestiques, préparer l'émission du futur shilling somalien et améliorer la gestion des finances publiques.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

## PROJETS ET FINANCEMENTS

---

### ▼ Bénin : le secteur privé mobilisé autour du « Bénin révélé »

A l'initiative de la Chambre de commerce et d'industrie, des échanges entre le gouvernement et les opérateurs économiques béninois ont eu lieu le 3 février dernier au sujet du « Bénin révélé », nom donné au programme d'action de 9 000 Md FCFA dévoilé en décembre par le président Talon. Il a été rappelé à cette occasion que plus des 2/3 du financement des 225 projets se feraient au moyen de partenariats-public-privé. Le Bénin a justement complété très récemment son cadre normatif et institutionnel en la matière avec l'adoption de la loi du 24 octobre 2016 portant cadre juridique du partenariat public-privé, elle-même complétée par 3 décrets adoptés en Conseil des ministres le 7 décembre dernier.

✉ [sophie.pignon@twobirds.com](mailto:sophie.pignon@twobirds.com)

### ▼ Côte d'Ivoire : la BOAD promet un appui financier de 350 Mds FCFA (534 M EUR) en 2017

La Banque Ouest-africaine de développement (BOAD) a engagé environ 97 Mds FCFA en Côte d'Ivoire en 2016, soit près de 20 % des financements globaux accordés par l'institution dans la zone UEMOA. Pour 2017, la BOAD entend accorder un financement global de 350 Mds FCFA (534 MEUR) à la Côte d'Ivoire, dans le cadre du Plan national de développement (PND 2016-2020). Les domaines ciblés sont l'agriculture, l'énergie et les infrastructures routières.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Guinée : signature des Plans de travail annuels (PTA) avec les agences du système des Nations Unies

Les autorités guinéennes viennent de signer avec quatre agences du système des Nations Unies (UNFPA, UNICEF, PAM et PNUD) des Plans de travail annuels (PTA) pour l'année 2017. Ces PTA sont structurés autour des axes stratégiques du Plan cadre des Nations Unies pour le développement (UNDAF 2013-2017). Leur mise en œuvre nécessitera un financement global de 66,3 M USD réparti comme suit : 9,7 M USD pour la promotion de la bonne gouvernance, 14,4 M USD pour le développement agricole, 39,8 M USD pour l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base, de la santé maternelle et néonatale, l'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement et enfin 2,4 M USD pour appuyer les activités de coordination intersectorielle.

✉ [lognara.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:lognara.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Mali : un prêt de 10 Mds FCFA de la BIDC à la Banque malienne de solidarité

La Banque malienne de solidarité (BMS) vient d'obtenir de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC), une ligne de crédit de 10 Mds FCFA. Il s'agit d'un prêt concessionnel, d'une maturité de neuf ans, avec un an de différé. Il porte à 17 Mds FCFA, le total des engagements de la BIDC en faveur de la BMS.

✉ [abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr](mailto:abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Mauritanie : mission de l'AFD**

La Ministre mauritanienne de l'agriculture s'est entretenue avec des responsables de l'AFD en mission à Nouakchott. Ont été évoqués, les projets d'étude d'aménagement de 16 périmètres ruraux dans la wilaya du Gorgol et de six autres dans celle du Guidimaka (régions toutes deux situées dans le Sud du pays) pour une superficie globale de 1600 hectares, ainsi que la réfection de six postes de commande d'eau destinés à la culture de décrue dans le département de Maghama (région du Gorgol).

✉ [mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr](mailto:mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Niger : le Fonds mondial de lutte contre le sida, le paludisme et la tuberculose investit plus de 50 Mds FCFA**

Lors d'une mission au Niger, le Directeur exécutif du Fonds mondial de lutte contre le SIDA, le paludisme et la tuberculose a annoncé que le Fonds a prévu en 2017 une aide de 50 Mds FCFA (76,2 M EUR) pour accompagner le Niger dans le secteur de la santé. Ce financement couvrira notamment la distribution gratuite de moustiquaires imprégnées et la prise en charge des personnes vivant avec le VIH/SIDA. Cette aide portera à 150 Mds FCFA (229 M EUR), le montant total investi au Niger par le Fonds mondial pour une prise en charge de ces maladies.

✉ [lebaronc@afd.fr](mailto:lebaronc@afd.fr)

▼ **Niger : signature de conventions de financements d'un montant de 60 M EUR lors de la visite du Premier ministre à Paris**

Au cours de sa visite officielle à Paris le 6 février 2017, le Premier ministre nigérien a signé deux conventions de financement (d'un montant global de 60 M EUR) avec l'AFD. Le premier est relatif au projet « Jeunesse à Diffa » (10 M EUR) et le second au projet de construction de la centrale hydroélectrique de Kandadji (50 M EUR). Plusieurs autres accords et conventions ont pu être également signés, notamment : l'accord cadre général de coopération entre les deux pays (2017-2021) et un marché négocié par entente directe avec Renault Trucks Défense relatif à l'acquisition de véhicules, pièces de rechange et services associés au profit des forces armées nigériennes.

✉ [lebaronc@afd.fr](mailto:lebaronc@afd.fr)

▼ **Nigéria : l'AFD accorde une garantie de portefeuille à Access Bank**

Le 14 février, le Directeur adjoint de l'AFD au Nigéria a signé avec Access Bank une garantie de portefeuille ARIZ d'un montant de 3,4 M EUR. Elle devrait permettre à la banque commerciale nigérienne de renforcer son offre de crédit en faveur des PME, en garantissant son portefeuille. Après GTB en 2015, ACCESS est la seconde banque du pays à bénéficier du dispositif ARIZ. L'ambition de cette banque de soutenir les PME dans le contexte économique actuel est à saluer.

✉ [pierrelh@afd.fr](mailto:pierrelh@afd.fr)

### ▼ Nigéria : plus de ferroviaire ?

Récemment différentes annonces laissent penser que la question ferroviaire pourrait avancer au Nigéria. Le Conseil Exécutif fédéral a recommandé le rail pour le transport des produits alimentaires. Peu de temps avant, le ministre des Transports, Rotimi Amaechi, annonçait un prêt chinois de 7,5 Mds USD pour la construction de la voie entre Lagos et Kano (3<sup>ème</sup> ville du Nigéria), ce qui permettrait de réduire les coûts d'accès aux marchés de grains, de tomates et de bestiaux du nord. En août 2016, *China Railway Construction Corporation* signait un mémorandum d'entente pour la voie entre Warri, 1<sup>ère</sup> ville du Delta et Abuja, la capitale fédérale.

✉ pierre.decoussy@businessfrance.fr

### ▼ Ethiopie : création d'un fonds renouvelable de 10 Mds de Birrs pour soutenir l'activité et l'emploi des jeunes

La Chambre des Représentants du peuple a approuvé le mardi 7 février la création d'un fonds renouvelable de 10 Mds ETB (420 M EUR), pour permettre aux jeunes de 18 à 34 ans et membres de petites et micro entreprises (TPE-PME) de développer leur potentiel productif et leurs activités économiques. La moitié du budget approuvé (210 M EUR) sera utilisée pour cette année fiscale 2016/17, tandis que la moitié restante sera réservée pour l'année suivante. La principale banque publique (*Commercial Bank of Ethiopia*) sera chargée d'administrer le fonds au nom du gouvernement fédéral.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Congo-Brazzaville : l'État congolais va émettre 8 Mds FCFA sur le marché des titres publics de la BEAC

L'État congolais est sur le point d'émettre des titres publics d'une valeur de 8 Mds FCFA (12,2 M EUR) sur le marché régional. L'émission de ces bons du trésor va permettre à l'État congolais de financer un décalage de trésorerie. Les investisseurs intéressés devront se rapprocher du Crédit du Congo et de la Congolaise de Banque (LCB), les seules banques congolaises spécialistes en valeur du trésor, qui ont le monopole de cette opération. Les intérêts de la souscription seront payés tous les mois et le principal sera remboursé dans 3 mois, en mai 2017.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Congo-Brazzaville : les travaux du 2<sup>ème</sup> tronçon de la Corniche s'achèveront en février 2018

Exécutés par l'entreprise française RAZEL, sur financement AFD, pour un coût de 45,9 Mds FCFA (70 M EUR), les travaux du 2<sup>ème</sup> tronçon de la Corniche de Brazzaville devraient s'achever en février 2018. Le projet porte sur la construction d'une route 2x2 voies de 5,2 km, de la Case de Gaulle au pont du Djoué, et sur l'aménagement de voiries dans les quartiers des arrondissements 1 (Makélékélé) et 2 (Bacongo). Initialement estimé à 11 Mds FCFA (16,7 M EUR), le coût des expropriations prévues dans le cadre du projet a été réduit à 5,6 Mds FCFA (8,5 M EUR). Pour rappel, les travaux du 1<sup>er</sup> tronçon de la Corniche (2,5 Km) ont été exécutés par le chinois CRBC pour un coût de 72,27 Mds FCFA (110,2 M EUR).

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

## SECTEURS D'ACTIVITES

---

### ▼ Agriculture et agroalimentaire

#### ▼ Burkina Faso : le groupe indien *Rajarambapu* veut investir dans la filière lait

Dans le cadre du Plan national de développement économique et social, le ministère des Ressources animales ambitionne de développer la filière lait, grâce notamment à une modernisation de ses infrastructures. Le ministère a ainsi accueilli avec intérêt l'offre de l'investisseur indien *Rajarambapu* qui envisage la création d'un centre de collecte de lait dans le pays. Le groupe indien s'est proposé d'apporter son expertise, via notamment l'importation et l'exploitation de 500 buffles laitiers et la création d'une banque des coopératives agricoles exclusivement réservée aux acteurs de la filière. Les autorités burkinabés ont été invitées à se rendre au siège du groupe en Inde pour la finalisation du document d'orientation stratégique de cet investissement.

✉ [michel.dhe@dgtresor.gouv.fr](mailto:michel.dhe@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Gabon : la FAO en appui contre la pêche illicite

L'agence onusienne et le gouvernement gabonais ont signé un Programme de coopération technique (TCP) visant à doter le pays d'outils de contrôle des activités étrangères dans ses eaux. Ce programme vient appuyer l'action de l'Agence nationale des Pêches et de l'Aquaculture (ANPA), créée en 2014, afin de reprendre en main un secteur ralenti par la recrudescence de la pêche illicite. Le Gabon est d'ailleurs signataire de l'Accord international sur les mesures du ressort de l'Etat du port (PSMA) parrainé par la FAO, visant à éradiquer la pêche illicite dans les pays en développement.

✉ [naomie.ntumba@dgtresor.gouv.fr](mailto:naomie.ntumba@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Energie et matières premières

#### ▼ Afrique du Sud : Eskom – transport du charbon

La compagnie d'électricité publique Eskom a mis fin à six accords de transport de charbon en vertu de son accord de libre transporteur (FCA) suite à une enquête sur l'introduction illégale de camions supplémentaires par certains transporteurs. Quelque 40 millions de tonnes de charbon sont transportées soit par l'intermédiaire des transporteurs FCA contractés directement par Eskom, soit par des transporteurs directement engagés dans une mine. Les six sociétés dont le contrat a été résilié sont la *Constructability 10CC*, *Fastrak*, *IM Monokoane*, *NJM Transport*, *Lamavuso* et *Dhlams & Dhlams*. Eskom a par la suite annoncé son intention d'émettre au moins deux appels d'offre pour la fourniture de millions de tonnes de charbon pour ses centrales.

✉ [ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Afrique du Sud : stratégie nationale d'efficacité énergétique

Le ministère sud-africain de l'Énergie (DOE) a prolongé la période de consultation publique entourant la nouvelle stratégie nationale d'efficacité énergétique post-2015, qui a été publiée dans la Gazette le 23 décembre dernier. La période de commentaires, qui devait être clôturée le 22 janvier, s'achèvera finalement le 28 février prochain, en raison de la période de vacances s'étalant de décembre à début janvier

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Afrique du Sud : charte minière

A l'occasion de la conférence *Mining Indaba* du Cap, le Ministre sud-africain des Ressources minières s'est engagé, pour la 2<sup>ème</sup> année consécutive, à finaliser la Charte minière et les amendements à la Loi sur le développement des ressources minérales et pétrolières (MPRDA) en mars et juin respectivement. Le ministre a invité les investisseurs et les sociétés minières à considérer l'enrichissement comme une opportunité de partenariat pour assurer une demande stable et croissante en ressources minérales, rappelant la gamme d'incitations fiscales mise en œuvre par le gouvernement au sein des zones économiques spéciales

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Angola : début de l'extraction du pétrole et du gaz dans le bloc 15/06

La compagnie pétrolière italienne Eni a annoncé le début de l'extraction du pétrole et du gaz dans le bloc 15/06 en offshore profond, dans le cadre du projet *East Hub Development*. La production se déroulera par l'entremise de l'unité flottante de stockage et de production (FPSO), Armada Olombendo, qui peut extraire 80 K barils/jour de pétrole et 3,4 M de mètres cubes de gaz/jour. Sa production associée à la production des champs Sangos, Cinguvu et Mpungi du *West Hub Development*, permettra au bloc 15/06 d'atteindre une production pétrolière totale de 150 K barils par jour. Le bloc 15/06 est opéré par Eni qui détient une participation de 37 % au même titre que la branche E&P de Sonangol, SSI Fifteen Limited contrôlant le reste des parts.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Bénin : vers l'installation d'une centrale thermique dual fuel de 150 MW par la société nigériane PARAS Energy

La société publique béninoise d'énergie électrique (SBEE) a engagé des négociations avec l'entreprise nigériane PARAS Energy pour construire et exploiter une centrale thermique dual fuel de 150 MW dans le cadre d'une convention de concession de type BOOT pour une durée de 15 ans. PARAS a déjà signé, le 12 octobre 2016, avec la SBEE un contrat de fourniture d'énergie électrique pour une puissance de 60 MW.

✉ pierre-Henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Burkina : taxes et redevances minières en hausse dans le nouveau code minier

Dans le cadre du nouveau code minier, il vient d'être institué par décret un tarif de 50 M FCFA (76,2 M EUR) pour le renouvellement exceptionnel unique des permis d'uranium et autres substances de mines. Concernant les permis d'exploitation industrielle, les sociétés minières devront désormais payer la somme de 15 M FCFA (22,9 M EUR) en cas de modification du plan d'exploitation ou d'extension du périmètre.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Mali : les réserves d'or revues à la hausse

Selon de nouvelles estimations, les réserves aurifères du Mali sont passées de 800 tonnes à 822 tonnes, soit environ 16 ans de production selon les niveaux de production actuels. Cette révision serait due à la découverte de nouvelles réserves dans plusieurs mines, notamment dans le complexe Loulo-Gounkoto de Randgold et dans la mine Morila, a déclaré Yaya Djiré, chef de la division des mines du ministère. En 2016, la production aurifère du Mali a atteint 50,9 tonnes (contre 50,5 tonnes en 2015), dont 46,9 tonnes au titre de la production industrielle et 4,1 tonnes au titre de l'extraction artisanale. Le Mali est le troisième plus grand producteur d'or en Afrique, derrière l'Afrique du Sud et le Ghana.

✉ [abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr](mailto:abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ghana : le 3<sup>ème</sup> FPSO a quitté Singapour

Le troisième FPSO, dénommé John Agyekum Kufuor, du nom d'un ancien président du Ghana (2001-2009), a quitté Singapour et devrait arriver au Ghana au mois d'avril. Cette unité flottante de production, de stockage et de déchargement, opérée par la société ENI, opérateur principal avec une participation de 44,4 %, sur le site de Sankofa, aura une capacité de traitement de 58 000 barils par jour, et de 5,9 M m<sup>3</sup> de gaz, et sera connectée à 18 puits sous-marins. Un pipeline de 30 km permettra l'approvisionnement en gaz des centrales thermiques. Démarrée en 2010, la production ghanéenne de pétrole est estimée à 120 000 barils/jour en 2016.

✉ [caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr](mailto:caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr)

## ▼ Industries

### ▼ Le gouvernement nigérian attribue 162 M USD à l'industrie du textile

Le gouvernement fédéral a pris la décision d'affecter la somme de 51 Mds NGN (162 M USD) dans le budget de l'année en cours afin de promouvoir le développement de l'industrie du vêtement et du textile dans le pays. Cette somme allouée s'inscrit dans le cadre de mesures visant à soutenir les efforts de diversification du gouvernement, stimuler le secteur de manière à créer des emplois, et à accroître la production de vêtements fabriqués au Nigéria. Les statistiques du ministère de l'Industrie, du commerce et de l'Investissement ont révélé qu'entre 1980 et 2016, environ 145 entreprises opérant dans le secteur avaient fermé leurs portes en raison d'un contexte économique peu favorable.

✉ [mounir.alhoz@businessfrance.fr](mailto:mounir.alhoz@businessfrance.fr)

## ▼ Services

### ▼ Afrique du Sud : investissement de Wendel

La société d'investissement française Wendel a annoncé l'obtention de toutes les autorisations nécessaires à l'acquisition de 65 % du capital de Tsebo Solutions Group, le leader panafricain des services aux entreprises, pour une valeur d'entreprise totale de 5,25 Mds ZAR (362 M EUR). Wendel, au travers d'Oranje-Nassau Développement, a investi 159 M EUR dans Tsebo (65 % du capital) aux côtés de Capital Group Private Markets (35 %). L'accord relatif à cette acquisition a été signé en septembre dernier entre Wendel et la firme de capital-investissement Rockwood Private Equity et des actionnaires minoritaires.

✉ [ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Afrique : Ecobank lance un appel à projets pour les start-ups africaines de la FinTech**

Le groupe bancaire Ecobank a annoncé le lancement d'un concours à destination des start-ups de 54 pays africains. L'Ecobank Fintech Challenge mettra en compétition des start-ups œuvrant dans la numérisation des activités bancaires sur le continent, notamment la gestion des flux de données, les systèmes innovants de micro-crédits ou encore la connectivité aux services bancaires. Les trois finalistes verront la mise en place d'un partenariat avec Ecobank, qui s'attèlera à fournir aux start-ups un support technique, financier (financement de démarrage de 500 000 USD) et l'accès à son réseau. Cet appel à projets se place dans la dynamique de numérisation des activités bancaires des grands groupes africains.

✉ [blandine.aigron@businessfrance.fr](mailto:blandine.aigron@businessfrance.fr)

▼ **Afrique du Sud : présence remarquée au Salon Maison & Objet**

Quinze exposants sud-africains ont pris part au Salon Maison & Objet qui s'est déroulé au Parc des Expositions Villepinte-Paris du 20 au 24 janvier 2017. Tous étaient chapeautés par l'Agence de développement des petites entreprises (*Small Enterprise Development Agency* ou SEDA) qui dépend du ministère du Développement des petites entreprises.

✉ [sarah.watine@businessfrance.fr](mailto:sarah.watine@businessfrance.fr)

▼ **Bénin : le Chinois ZTE intéressé par le projet de réalisation d'un réseau de fibre optique dans l'Ouest du pays**

L'équipementier chinois ZTE négocie avec le gouvernement béninois la réalisation du projet de déploiement de fibre optique supplémentaire (Backbone Ouest du pays) et une partie du projet de déploiement de 2450 kms de réseau d'accès fibre. Eximbank of China apporterait un financement de 70,4 M EUR (46,2 Mds FCFA). A noter que le projet PDI2T (Projet de développement des infrastructures de télécommunication et des TIC) a démarré en décembre 2016 et permettra à 67 communes du pays d'accéder à une connexion « haut débit ».

✉ [pierre-Henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre-Henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Bénin : un financement de 62 M EUR de la part de la Banque mondiale pour le secteur de l'eau et de l'assainissement**

Ce financement, accordé par la Banque mondiale l'IDA (Association internationale de développement), comprend un élément-don de 62,2 %. Il est destiné au projet d'approvisionnement en eau potable en milieu rural et d'assainissement des eaux usées en zones urbaines et péri-urbaines des communes du Grand Nokoué (PEPRAU).

✉ [pierre-Henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre-Henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Nigéria : approbation du projet de zone franche de Badagry**

La *Nigeria Export Processing Zones Authority* vient d'accorder une licence à la zone franche de Badagry. A 50 km à l'ouest de Lagos, le *Badagry Ship Repair Marine Engineering Consortium* (BSMEC) a démarré fin 2015 la construction de cette zone sur un terrain de 1100 hectares, qui comprendra un port en eau profonde, et qui devrait être finalisée en 2018. Le consortium, constitué d'entreprises nigérianes (dont Oando et Orlean invest), anglaises et hollandaises (APM Terminals), espère attirer 2,5 Mds USD d'investissements, grâce à des avantages fiscaux et des facilités de rapatriement des bénéficiaires.

✉ [fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr](mailto:fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Nigéria : 2016, année difficile pour les ports

Le Bureau national des statistiques nigérian (NBS) vient de publier son rapport sur les activités des ports nigériens entre 2013 et 2016. Les statistiques sur le trafic maritime ont révélé qu'un nombre total de 19 833 navires ont accosté dans les ports nigériens entre 2013 et 2016 et qu'un total de 543,8 M de tonnes de marchandises ont été enregistrées. L'année 2014 a enregistré le plus grand nombre de navires (5 349) ainsi que le tonnage de marchandises le plus élevé (près de 147 M). Les chiffres les moins élevés ont été enregistrés en 2016, avec 4 025 navires, pour près de 122 M de tonnes de marchandises, représentant une baisse de 25 % de trafic maritime par rapport à la meilleure année en 2014 et de 21 % par rapport à 2015.

✉ [fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr](mailto:fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Sénégal : 25 ans de l'Institut supérieur du Management

L'Institut supérieur de Management (ISM), plus ancienne institution d'enseignement supérieur privé du Sénégal, a célébré son 25<sup>ème</sup> anniversaire à Dakar et Saint-Louis du 27 au 29 janvier 2017. Depuis sa création, l'école est devenue un établissement de référence en Afrique subsaharienne en proposant des formations diversifiées autour de cursus dédiés au management, au droit des affaires, à la communication et au marketing, à l'innovation ou encore à l'entrepreneuriat. 25 ans après sa création, l'école a diplômé près de 20 000 étudiants. L'ISM a aussi su développer de nombreux accords avec des établissements internationaux dont Sciences Po à Paris, l'Université Laval à Québec ou encore la Sookmyung Women's University à Séoul. Cet anniversaire coïncide avec la signature d'un partenariat stratégique avec Galileo Global Education (troisième opérateur mondial dans le domaine de l'éducation, propriétaire notamment du Cours Florent ou de la WebSchool en France).

✉ [ma@35nord.com](mailto:ma@35nord.com)

### ▼ Sénégal : réglementation des autorisations octroyées aux fournisseurs d'accès à internet

Une loi du 20 janvier 2017 introduit dans le Code des Télécommunications de 2011 des dispositions concernant les autorisations aux fournisseurs d'accès à internet. L'autorisation est attribuée par décret portant approbation d'une convention de concession ainsi que d'un cahier des charges fixant les conditions d'établissement et d'exploitation du réseau et de fourniture de services et les engagements du titulaire. La demande est instruite par l'Autorité de régulation des Télécommunications. Le décret est notifié par le ministère dans un délai maximum de 2 mois à compter de la date de transmission du rapport d'attribution provisoire.

✉ [jean-jacques.lecat@cms-bfl.com](mailto:jean-jacques.lecat@cms-bfl.com)

### ▼ Ethiopie : des revenus touristiques en baisse

L'Ethiopie a généré 1,6 Md USD de revenus du tourisme et reçu 439 359 touristes étrangers sur les six premiers mois de l'année fiscale 2016/17 selon le ministère du Tourisme. C'est 145 M USD et 39 531 de touristes étrangers de moins que sur la même période de l'année fiscale 2015/16. Cette chute s'explique par les tensions politiques en septembre et octobre 2016. Néanmoins le gouvernement reste confiant sur son objectif de 3 Mds USD de revenus et de 1,2 millions de touristes étrangers pour l'année complète.

✉ [pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Maurice : l'expertise réunionnaise sollicitée pour certains projets liés à l'aménagement du territoire**

Début février et en coopération avec l'AFD, une délégation d'experts réunionnais du domaine de l'aménagement du territoire et du logement social s'est rendue à Maurice à la demande de Landscape Mauritius, le nouvel organisme qui regroupe les différentes structures précédemment chargées de gérer le patrimoine foncier et immobilier public de Maurice. Un des principaux chantiers qui mobilise Landscape Mauritius est la conception et la construction de Highlands City, une ville nouvelle devant être implantée au centre de l'île. Ce projet comprend la construction d'un complexe sportif destiné à accueillir, en 2019, les prochains JIOI (Jeux des Îles de l'océan Indien).

✉ [jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Ouganda : rachat de la Crane Bank par la DFCU**

La DFCU, banque ougandaise majoritairement détenue par Norfund (Norvège) et Rabobank (Pays-Bas), a racheté la Crane Bank, mise en vente par la Banque centrale ougandaise. Ce rachat, approuvé par les actionnaires, fait suite à la mise sous tutelle de la Crane Bank par la Banque centrale en 2016. Il inclut l'ensemble des activités de dépôts et de prêts de la banque. Avec cette acquisition, la DFCU devient la deuxième plus grande banque en Ouganda, avec un réseau de 46 agences pour environ un demi-million de clients et 17 % des actifs du secteur, juste derrière la Stanbic (19 %). DFCU avait déjà acquis, en juillet 2014, une partie des actifs de la GTB, banque de détail ougandaise également mise sous tutelle par la Banque centrale.

✉ [thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr](mailto:thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Ouganda : Uganda Telecom Limited en grande difficulté**

La dette d'Uganda Telecom Limited (UTL), l'un des principaux acteurs du secteur de la télécommunication ougandaise atteint 700 Mds UGX (près de 190 M USD). Alors que la société sollicite un prêt de 200 Mds UGX auprès du gouvernement dans un but de recapitalisation, les premiers rapports d'enquête mettent en cause la gestion de la société. Ces derniers révéleraient ainsi que la plupart des biens immobiliers détenus par UTL ainsi que des actifs ont été vendus au cours des dernières semaines, dans le secret le plus total. Ils font état, par ailleurs, de salaires très élevés accordés à ses dirigeants. UTL est une société ougandaise détenue à 69 % par le gouvernement libyen, et à 31 % par le gouvernement ougandais.

✉ [thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr](mailto:thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Rwanda : vente des parts du gouvernement rwandais dans I&M Bank**

L'introduction en bourse de la filiale rwandaise d'I&M Bank Holding, groupe bancaire kényan, sera l'occasion pour le gouvernement de vendre les 19,6 % qu'il possède. I&M Rwanda sera la huitième entreprise cotée au Rwanda Stock Exchange, dont la capitalisation boursière s'élève à 3,4 Mds USD. Cette vente devrait rapporter 11,5 Mds de francs rwandais (14,1 MUSD) au gouvernement, une somme qui devrait être investie dans la construction du futur aéroport international de Bugesera.

✉ [loic.agostini@diplomatie.gouv.fr](mailto:loic.agostini@diplomatie.gouv.fr)

## ENTREPRISES

---

### ▼ **Prise de contrôle par l'Etat nigérian de la compagnie aérienne Arik Air**

Le 9 février, la structure de défaillance AMCON a pris le contrôle de la compagnie aérienne nigériane Arik Air. Fin décembre 2016, la compagnie aérienne en proie à de graves difficultés financières, avait échoué à rembourser des prêts de 135 Mds NGN (402 M EUR) et accumulé les dettes envers des créanciers étrangers. La compagnie ne versait plus les salaires de ses employés depuis 7 mois et multipliait les retards et annulations de vols. La compagnie n'écarte pas l'éventualité de contester cette décision et fera connaître sa position dans les prochains jours. Pour information, Arik Air est la 1<sup>ère</sup> compagnie aérienne au Nigéria assurant entre 55 et 65 % du trafic intérieur et couvre une dizaine de pays africains ainsi que Londres, New-York et Dubaï.

✉ [marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr](mailto:marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Nigéria : implantation de l'agence internationale CSA à Lagos**

D'après l'Agence Ecofin, la ville de Lagos va voir l'implantation du 2<sup>ème</sup> bureau en Afrique de l'agence internationale Celebrety Service Africa (CSA), spécialisée dans la communication, l'évènementiel et la gestion des talents. La société a déjà un bureau au Cap en Afrique du Sud et à Beverly Hills aux Etats-Unis, en plus de ses représentations en Europe et au Moyen-Orient, lui permettant ainsi de couvrir pas moins de 11 pays. Pour information, l'agence CSA est déjà très active sur le continent africain où elle travaille notamment avec des marques comme Johnnie Walker, Ciroc Vodka ou encore les hôtels Carlson Rezidor.

✉ [fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr](mailto:fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Cameroun : les plantations du haut Penja (PHP), filiale de la Compagnie fruitière de Marseille, se lancent dans la production du cacao**

La PHP, leader de la production de banane au Cameroun, avec plus de 40 % de la production nationale, vient de mettre en place des plantations de cacao sur une superficie totale de 150 hectares. La société a également monté une unité de transformation de fèves dans la ville de Njombé (région du Littoral). Cette usine produira localement du chocolat sous la marque «L'atelier des cinq volcans» en référence à la région de production située à proximité des monts Cameroun, Oku, Bamboutos, Manengouba et Etindé.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

## CARNET ET AGENDA

---

### ▼ Congo : Lisanga – Pointe-Noire, du 12 au 14 juin 2017

Après le succès du forum international Green Business, la Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et des Métiers de Pointe-Noire organise une manifestation consacrée à la rencontre et aux échanges entre les entreprises. Ouverte au monde et à l'Afrique, cette convention d'affaires intitulée LISANGA se déroulera à Pointe-Noire (Congo) du 12 au 14 juin 2017. Ce nouveau rendez-vous a pour objectif de réunir 200 entreprises afin que leurs représentants puissent, dans un cadre professionnel, envisager des collaborations, des échanges ou des partenariats leur permettant de se développer et de progresser ensemble.

📧 [www.lisanga.net](http://www.lisanga.net) ; [info@lisanga.net](mailto:info@lisanga.net)

### ▼ Bénin : mission FMI

Une mission du FMI séjournera au Bénin du 15 au 22 février, pour conclure un accord de programme économique triennal qui pourrait être soutenu par une Facilité élargie de crédit.

📧 [pierre-Henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre-Henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Le prochain Forum économique des îles de l'Océan indien organisé aux Seychelles

La 11<sup>ème</sup> édition du Forum économique des îles de l'Océan indien se tiendra les 31 mai et 1er juin aux Seychelles, sur le thème de "La coopération Océan indien - Afrique continentale". Organisée par l'Union des Chambres de Commerce et d'Industrie de l'océan Indien (UCCIOI), cette manifestation, au cours de laquelle plusieurs questions liées au développement des îles du sud-ouest de l'océan indien seront débattues, est annoncée comme un événement économique majeur pour la région. Pour l'organisation du forum, l'UCCIOI, qui regroupe les chambres de commerce et d'industrie de la sous-région, bénéficie de l'appui de la Commission de l'océan Indien (COI) et de l'Union européenne.

📧 [jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Soudan : conférence de l'Arab Authority for Agricultural Investment & Development (AAAID) à Khartoum

La 3<sup>ème</sup> conférence sur l'investissement agricole de l'AAAID aura lieu les 27 et 28 février. L'objectif est d'attirer des investisseurs et institutions financières internationaux. L'AAAID, dont le capital s'élève à plus d'1 Md USD et dont le siège se trouve à Khartoum, est le principal acteur dans la mise en place de l'initiative de la « sécurité alimentaire arabe » lancée par le président soudanais en 2013. L'organisation investit dans 12 des 21 pays arabes membres à travers 34 sociétés filiales, et ses projets au Soudan représentent 60 % de ses investissements.

📧 [olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr](mailto:olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Sommet des chefs d'Etat de la CEMAC à Oyala (17 février 2017)

La Guinée Equatoriale accueillera vendredi 17 février à Oyala un Sommet ordinaire des chefs d'Etat de la CEMAC. Les travaux devraient porter sur l'adoption du budget des institutions sous-régionales, la réforme du secteur pétrolier, le défi sécuritaire, la poursuite de la mise en œuvre de réformes institutionnelles et le renforcement de l'union douanière.

📧 [vincent.branquet@diplomatie.gouv.fr](mailto:vincent.branquet@diplomatie.gouv.fr)

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers. La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

**Contacts**

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr  
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr  
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

**Directeur de la Publication**

Marc Bouteiller

**Rédacteurs en Chef**

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

**Rédacteurs en Chef adjoints**

Caroline Richard (DG Trésor) et Anne Cussac (DAOI)

**Remerciements à :**

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

**Contributions :**

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :  
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

**AVEC LE CONCOURS DE :**

